



www.cdg62.fr/

CENTRE DE GESTION
DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE
DU PAS-DE-CALAIS

Envoyé en préfecture le 23/05/2022

Reçu en préfecture le 23/05/2022

Affiché le

SLO

ID : 062-286200027-20220517-2022_24-DE

DÉLIBÉRATION

2022/24

MISE EN PLACE DE LA MEDIATION PREALABLE OBLIGATOIRE (MPO) **POUR LES COLLECTIVITES TERRITORIALES ET ETABLISSEMENTS PUBLICS DU PAS-DE-CALAIS**

Le Conseil d'Administration s'est réuni le Mardi 17 Mai 2022 à 14 heures 30, salle des réunions au CENTRE DE GESTION à BRUAY-LA-BUISSIERE, sous la présidence de M. Joël DUQUENOY, Président du CDG 62.

Le secrétaire de séance désigné est M. Francis CORDONNIER, Adjoint au Maire de BETHUNE.

Etaient présents : M. Nicolas PICHONNIER, Maire de RIMBOVAL – M. Jacques BACQUET, Maire de QUERCAMPS – Mme Véronique DUMONT-DESEIGNE, Adjointe au Maire de MARCK – M. Jean-Michel LEGRAND, Maire de AUCHY-LES-MINES – Mme Brigitte ROYER, Adjointe au Maire de BURBURE – Mme Nadine LEFEBVRE, Maire de BEUVRY – M. Marc BOUTROY, Maire de ESCALLES – Mme Denise TETELIN, Maire de VILLERS-CHATEL – M. Didier BOMY, Adjoint au Maire de CUCQ – M. Alain DUBREUCQ, Maire de SAINS-EN-GOHELLE – M. Maurice LECONTE, Maire de HOUCHIN – Mme Marie-Thérèse ROJEWSKI, Adjointe au Maire de HOUDAIN – M. Michel DASSONVAL, Adjoint au Maire de LILLERS – M. Ludovic IDZIAK, Maire de CALONNE-RICOUART – M. Dominique DELATTRE, Vice-Président du Syndicat Mixte Artois Valorisation – M. Joël DUQUENOY, Président de la Communauté d'Agglomération du Pays de SAINT-OMER – M. Ernest AUCHART, Conseiller communautaire de la Communauté de Communes des Campagnes de l'Artois – M. Francis CORDONNIER, Adjoint au Maire de BETHUNE – M. André KUCHCINSKI, Conseiller Départemental.

- ♦ **Etaient absents ou excusés** : M. Jean-Pierre SANSEN, Maire de RUITZ – M. Bruno HUMETZ, Adjoint au Maire de SAINT-OMER – Mme Fabienne DUPUIS, Maire de OIGNIES – M. Jean-Luc FAY, Maire de BONNIERES – M. René HOCQ, Maire de BURBURE – M. Marc THOMAS, Maire de MOULLE – M. Jean-François THERET, Maire de FREVENT – M. Cédric DELMOTTE, Maire de BOIRY-SAINT-MARTIN – M. Julien DELANNOY, Maire de WAVRANS-SUR-L'AA – M. Guillaume LEBLOND, Conseiller municipal de BOULOGNE-SUR-MER – M. Hakim ELAZOUZI, Administrateur au CCAS de BETHUNE – Mme Patricia FONTAINE, Administratrice au CCAS de BOULOGNE-SUR-MER – Mme Florence WOZNY, Conseillère Départementale – Mme Denise BOCQUILLET, Conseillère Départementale.

♦ ♦ ♦ ♦

Vu le code des relations entre le public et l'administration et notamment l'article L. 112-3 ;

Vu le code de justice administrative et notamment l'article L. 213-11 ;

Vu le code général de la Fonction Publique ;

Vu la loi n° 2021-1729 du 22 décembre 2021 modifiée, pour la confiance dans l'institution judiciaire ;

Vu le décret n° 2022-433 du 25 mars 2022 modifié, relatif à la procédure de médiation préalable obligatoire applicable à certains litiges de la fonction publique et à certains litiges sociaux.

Monsieur le Président informe que l'expérimentation de la procédure de médiation préalable obligatoire (MPO) applicable à certains litiges dans la Fonction Publique a été généralisée par la loi du 22 décembre 2021 pour la confiance dans l'institution judiciaire.

Le décret du 25 mars 2022 a pour objet la mise en œuvre de cette procédure de MPO. Il fixe en particulier les modalités et délais d'engagement de la procédure.

Il définit ensuite les catégories de décisions devant faire l'objet d'une médiation. Enfin, il identifie les instances et autorités chargées d'assurer ces missions de MPO.

La procédure de MPO prévue par l'article L. 213-11 du code de justice administrative est applicable aux recours formés par les agents territoriaux à l'encontre des 7 décisions administratives suivantes :

1. Décisions administratives individuelles défavorables relatives à l'un des éléments de rémunération mentionnés à l'article L. 712-1 du code général de la fonction publique ;
2. Refus de détachement ou de placement en disponibilité et, pour les agents contractuels, refus de congés non rémunérés prévus aux articles 20, 22, 23 et 33-2 du décret du 17 janvier 1986 susvisé et 15, 17, 18 et 35-2 du décret du 15 février 1988 susvisé ;
3. Décisions administratives individuelles défavorables relatives à la réintégration à l'issue d'un détachement, d'un placement en disponibilité ou d'un congé parental ou relatives au réemploi d'un agent contractuel à l'issue d'un congé mentionné au 2. ;
4. Décisions administratives individuelles défavorables relatives au classement de l'agent à l'issue d'un avancement de grade ou d'un changement de corps ou cadre d'emploi obtenu par promotion interne ;
5. Décisions administratives individuelles défavorables relatives à la formation professionnelle tout au long de la vie ;
6. Décisions administratives individuelles défavorables relatives aux mesures appropriées prises par les employeurs publics à l'égard des travailleurs handicapés en application des articles L. 131-8 et L. 131-10 du code général de la Fonction Publique ;
7. Décisions administratives individuelles défavorables concernant l'aménagement des conditions de travail des fonctionnaires qui ne sont plus en mesure d'exercer leurs fonctions dans les conditions prévues par les décrets du 30 novembre 1984 et du 30 septembre 1985 susvisés.

Les agents concernés par la procédure de MPO, mise en place par le Centre de Gestion du Pas-de-Calais (CDG 62), sont les agents de la fonction publique territoriale employés dans les collectivités territoriales et établissements publics du Pas-de-Calais ayant préalablement conclu une convention.

Le CDG 62 communiquera au Tribunal Administratif (TA) de Lille, la liste des collectivités territoriales et établissements publics ayant conclu une convention.

Pour les collectivités territoriales et établissements publics affiliés au CDG 62, la mission de MPO sera financée par le biais de la cotisation additionnelle.

Pour les collectivités territoriales et établissements publics non affiliés au Centre de Gestion du Pas-de-Calais ainsi que pour les collectivités territoriales et établissements publics affiliés au Centre de Gestion du Pas-de-Calais qui ne cotisent pas à l'additionnelle ; la mission de MPO sera financée sur une base forfaitaire fixée à 300€ par dossier, quel que soit le nombre de médiations organisées.

Le Président du Centre de Gestion désignera par arrêté, un ou plusieurs agents du Centre de Gestion qui assureront, au nom de l'établissement, l'exécution de la mission de MPO.

Le Conseil d'Administration,
Après avoir entendu l'exposé de son Président,
A l'unanimité des membres présents,

- ♦ *DECIDE* de mettre en place la médiation préalable obligatoire (MPO) dans les conditions fixées ci-dessus ;
- ♦ *VALIDE* la convention annexée à la présente délibération ;
- ♦ *AUTORISE* le Président à signer ladite convention avec les collectivités et établissements publics du Pas-de-Calais

Ainsi fait et délibéré en séance,
à BRUAY-LA-BUISSIERE, le 17 mai 2022

Le Président,

Joël DUQUENOT